



LÉGATION DE SUISSE
EN URSS

Moscou, le 17 avril 1952.

4.F.1.- CD/ci.

Rapport politique n° 14

Traité de paix
avec l'Allemagne

Monsieur le Conseiller Fédéral,

On n'a point fini de commenter les deux dernières notes soviétiques au sujet de l'Allemagne. Elles sont plutôt brèves, mais le thème est vaste. Il ouvre la voie à une foule d'hypothèses. Chacun a plus ou moins la sienne. Les opinions varient entre la manoeuvre dilatoire pure et simple et le désir réel de mettre un terme à une situation qui comporte de sérieux dangers pour la sécurité de l'U.R.S.S. Mais, dans cette gamme étendue de suppositions, quelle peut bien être celle qui se rapproche le plus de la réalité ou qui aurait le plus de chances d'être confirmée par les faits? Là-dessus, les observateurs se cassent la tête. Ils s'efforcent vainement de lire dans le jeu soviétique. Le sphinx garde son secret. Rien pour eux qui les sorte de l'hypothèse de départ. Ils piétinent, tout en restant à l'affût du moindre indice qui leur permettrait de faire un pas de plus dans la voie toujours périlleuse du pronostic.

On a remarqué que la seconde note du Kremlin n'ajoute à peu près rien à la première. Les Soviets n'entendent pas se livrer davantage. Ils ont peut-être renoncé à leur idée de constituer un gouvernement allemand d'une manière aussi expéditive que possible, c'est-à-dire, vraisemblablement, en dehors d'un appel aux urnes,

Monsieur Max P e t i t p i e r r e ,
Conseiller Fédéral,
Chef du Département politique fédéral,
B e r n e .



par voie d'entente entre l'Allemagne restée capitaliste et l'Allemagne communisée. Ils ont dû constater, en effet, qu'elle ne trouverait pas grâce aux yeux de leurs antagonistes. Mais, s'ils se rallient, en principe, à des "élections libres" d'où sortirait le gouvernement central allemand, ils se gardent bien de dire ce qu'ils entendent par liberté de l'électeur. Ce qu'on sait, c'est qu'ils ne veulent pas entendre parler d'un contrôle confié à une commission de l'O.N.U., mais ils ne répondent pas à la question précise posée par les Alliés. "Ces élections, disait la note française du 25 mars, ne peuvent avoir lieu que dans les circonstances propres à garantir les libertés du peuple allemand aussi bien sur le plan national que sur le plan individuel". Le critérium du "plan individuel" n'a guère dû plaire aux hommes du "Politburo", dont les méthodes électorales s'inspirent de principes tout différents. Aussi la réponse soviétique est-elle restée muette sur ce point capital. C'est plutôt inquiétant. Et ce qui l'est davantage, c'est l'insistance que mettent les Russes à faire de l'Allemagne "un Etat indépendant, épris de paix appartenant à la famille des peuples épris de paix". Selon la terminologie usuelle du communisme bolchévique, en effet, il n'y a de "famille de peuples épris de paix" que derrière le rideau de fer. Qui n'est pas communiste est naturellement pour la guerre. C'est là d'ailleurs un des sophismes fondamentaux du crédo léniniste. Qu'inférer de tant de réticences et de cet emploi répété de mots qui n'ont pas le même sens de part et d'autre du fossé européen?

A nos yeux, le problème allemand vu de Moscou devrait toujours être examiné sous l'angle de la politique constante du Kremlin. C'est dire que, pour les Russes, sa solution ne peut être recherchée qu'en fonction de la doctrine de base du communisme. Or cette doctrine est toujours la même. Elle n'a point changé depuis Lénine. Au contraire, Staline, son intransigent continuateur, au temps qu'il prêchait encore, l'a maintes fois confirmée, voire accentuée. C'est une doctrine de haine et de combat envers le monde capitaliste. Elle est par essence agressive et impérialiste. Son but ultime est, non pas même la révolution mondiale - si l'on peut se passer de révolution mondiale, on s'en passera volontiers,

comme de guerre d'ailleurs - mais le triomphe graduel du communisme sur toute la surface de la terre. A la lumière de cette seule considération, on serait déjà en droit de soutenir que l'U.R.S.S., qui a pris solidement pied en Allemagne orientale, qui y possède une bonne organisation communiste avec des chefs qui obéissent aveuglément à ses ordres, qui se trouve ainsi au coeur d'une grande nation avec tout l'outillage qui a fait de pays comme la Pologne, la Tchécoslovaquie ou la Hongrie des satellites dévoués, ne va pourtant pas s'en aller un beau jour pour la seule raison qu'une majorité d'Allemands se serait prononcée, dans des élections générales, contre l'impérialisme stalinien. Si donc l'Union soviétique propose elle-même des "élections libres" sur tout le territoire de l'ancien Reich, alors qu'elle devrait savoir que les communistes ne sauraient l'emporter dans pareille joute électorale, il faut nécessairement admettre qu'elle le fait avec une arrière-pensée. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle doit donner au mot "libre" un sens qui n'a pas encore trouvé place dans nos dictionnaires.

Quoi qu'il en soit, on aurait peine à imaginer qu'elle pût jouer sa position de fait actuelle en Allemagne à la façon d'un joueur de Monte-Carlo. Comment pourrait-elle offrir des élections vraiment "libres" contre la seule assurance contractuelle que l'Allemagne ne ferait pas militairement bloc avec les pays du pacte atlantique? Cette assurance serait bien précaire, mais les Russes, nous dit-on, sont des optimistes et ils ne doutent guère que l'Allemagne une fois détachée par traité du bloc atlantique, il serait assez facile dans la suite de la gagner définitivement, sinon au communisme, du moins à un neutralisme de plus en plus bienveillant. L'U.R.S.S. n'en demanderait pas davantage. Elle respirerait. Elle n'aurait plus cette hantise qui la poursuit d'une guerre contre une nouvelle armée allemande formant en quelque sorte l'avant-garde d'une armée atlantique. Il s'agit d'une question d'une importance cruciale pour elle.

Comme tout le démontre, le Kremlin entend poursuivre sa politique agressive envers le monde bourgeois. Que cette politique soit extrêmement dangereuse, puisque c'est elle, et elle

seulement, qui a conduit à la tension internationale dont nous subissons aujourd'hui les effets, inutile d'y insister. Mais l'U.R.S.S. en a accepté froidement les risques. Elle est prête - son attitude passée et présente le prouve d'une manière éclatante - à se mesurer avec ceux qui se mettent en travers de son chemin. L'Alliance atlantique ne lui fait pas peur. Ce n'est, en tout cas, pas une menace suffisante pour l'amener à réviser sa politique agressive envers les pays non-communistes. C'est du moins ce que lui disent ses calculs. Mais ces mêmes calculs doivent sans doute lui avoir appris que la situation se renverserait du tout au tout le jour où les Américains et leurs alliés pourraient s'assurer le concours militaire d'un pays comme l'Allemagne. Sa supériorité - si elle ne se croyait pas supérieure, l'U.R.S.S. n'oserait pas faire ce qu'elle fait - se changerait en infériorité. Il n'y aurait plus simple menace de guerre; il y aurait danger de mort pour elle, danger d'être irrémédiablement battue par une coalition étrangère s'appuyant sur des divisions allemandes dont on a des raisons, au pays des Soviets, de redouter la puissance. Il importe donc pour le Kremlin d'empêcher à tout prix le rattachement de l'Allemagne au bloc atlantique, du moins pour un temps. Il pense y parvenir par un traité de paix pour lequel il payera, bien entendu, un certain prix. Si, plus tard, l'Allemagne unifiée finissait, contrairement à ses espoirs, par s'associer à une alliance destinée à faire pièce au communisme, il serait toujours temps d'aviser. Du côté soviétique, on n'aurait pas moins gagné un temps précieux et, comme l'U.R.S.S. le prétend toujours, le temps travaille pour elle.

Voilà le calcul, voilà le jeu, mais il est permis de douter que le Kremlin soit disposé à le jouer jusqu'au bout. Voudrait-il jamais s'exposer au double risque de perdre pied en Allemagne et de perdre après, de surcroît, cette neutralité allemande qui lui paraît en ce moment essentielle pour sa sécurité. Encore une fois, tout porte plutôt à penser que l'U.R.S.S. ne lâchera pas la proie pour l'ombre en troquant une garantie présente, comme celle d'être dans la place, contre une simple possibilité future comme celle d'une Germanie amie des Soviets. Comme nous l'avons

dit, elle aurait gagné du temps, un temps précieux même, avec un traité de paix qui ligoterait militairement l'Allemagne, mais serait-ce suffisant pour compenser la perte du fief communiste à l'est de l'Elbe? On hésiterait beaucoup à le croire. Ce serait attribuer gratuitement une politique à courte vue aux dirigeants soviétiques, et ceux qui le font prennent à leur insu, pensons-nous, leurs désirs pour des réalités. Rien ne prouve que le Kremlin ne se livre pas d'ores et déjà, sur le plan politique, à des spéculations audacieuses qui dépassent largement l'an 2.000. C'est toujours un tort que de minimiser l'adversaire, surtout lorsqu'il est puissant et retors comme celui dont nous parlons.

Si, comme l'envisageait, hier encore, un Ambassadeur de nos amis, l'Union soviétique pouvait fort bien n'avoir plus d'autre désir que celui de sauver la paix menacée par ce pays allemand coupé en deux tronçons, elle aurait cent autres moyens, et beaucoup plus aisés, d'aboutir à ses fins. Il suffirait qu'elle changeât de principes et que, rompant avec sa politique de force et d'intimidation, elle se contentât, une bonne fois, de ce qu'elle a. Il suffirait que le loup se fît agneau. Mais on ne voit pas, malheureusement, Staline, le grand Staline, l'homme devenu demi-dieu pour des centaines de millions d'êtres humains, on ne le voit pas renier ses doctrines incendiaires au déclin de sa vie. Il est déjà entré dans l'histoire avec la figure que lui donnent partout les monuments de pierre ou de bronze. Comment pourrait-il, à l'âge où il doit songer au grand repos, revenir tout à coup sur ses pas et se donner un visage qui ne serait pas celui de sa gloire et de sa légende? Il ne faut pas demander l'impossible et, selon toutes probabilités, le communisme restera longtemps encore ce qu'il a toujours été: une religion qui a voué une haine mortelle aux servants d'autres autels.

Ce que l'U.R.S.S. fait en ce moment consiste à disputer l'Allemagne à l'alliance atlantique. Rien d'autre. Elle recourra à tous les stratagèmes pour y parvenir. Elle usera de tous les moyens de séduction possibles pour retenir les Allemands sur la planche savonnée des Américains. Sa propagande va se faire plus active, plus agissante que jamais. Déjà ses notes du 10 mars et

du 9 avril s'adressent plus au peuple allemand lui-même qu'aux Gouvernements de Washington, Londres et Paris. On fait miroiter à ses yeux les avantages d'un pays qui, redevenu souverain après avoir connu toutes les avanies de l'occupation étrangère, aurait retrouvé l'estime du monde par la reconstitution de son armée nationale et qui, de surcroît, devrait à l'amitié soviétique d'éviter une troisième guerre mondiale dont il aurait fait principalement les frais. La propagande est excellente, il faut le dire, et l'on comprend qu'elle morde de plus en plus sur des milieux allemands aux antipodes du communisme. Il n'y a pas moins dans tout cela un jeu dont le machiavélisme est trop subtil pour qu'il frappe les foules. On a beau soutenir, avec force arguments à l'appui, qu'il n'est pas dans l'esprit des Soviets de faire un véritable sacrifice à la paix générale, qu'il est, au contraire, de tradition pour eux de ne jamais agir que dans leur propre intérêt, nombreux seront ceux qui se laisseront tenter par leurs apparentes concessions. Les hommes se sont toujours laissés prendre à la glu de certains mots. Ce n'est pas pour rien que les maîtres du Kremlin ont constamment à la bouche le mot "paix" en pensant à tout autre chose. Dans les pages roses du Larousse, le "Timeo Danaos" du poète latin devrait être suivi immédiatement des mots: "Vox clamatur in deserto". Cela va ensemble.

En bref, plus on le scrute, plus on l'analyse, plus on le retourne, plus on multiplie les points de vue, plus on se convainc que le problème allemand est, au fond, insoluble, insoluble sans guerre, à moins - ce qui va de soi - d'un revirement total dans la politique soviétique que rien, absolument rien ne fait prévoir. On en vient ainsi à penser que l'Allemagne pourrait bien être, pendant de longues années encore, la plaie suppurante qui affaiblira et empoisonnera le continent et le monde jusqu'au jour où, sauf à en mourir, les peuples excédés devront bon gré mal gré recourir à l'intervention chirurgicale qui, en politique, s'appelle guerre.

On peut dire cela dans un rapport; on ne le dirait pas dans un journal tant cette perspective est déprimante. Mais,

- 7 -

lorsqu'on voit ce qui se perpète en Corée, en Indochine et en Malaisie en attendant ce qui se perpétrera ailleurs, comment espérer sérieusement que l'on pourra jamais panser et fermer cette plaie béante en plein corps de l'Europe par les moyens normaux de la diplomatie, voire de la diplomatie au service d'une inépuisable patience?

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse:
C. J.